

Orient et l'Afrique du Nord maintiennent un rythme de réformes identique à la zone de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, dont les 27 pays ont mené un total de 96 réformes.

LE LIBERIA ET L'ÉGYPTE HONORÉS

Mais parmi les pays africains, c'est le Rwanda (67^e) qui crée l'événement avec une progression de 76 places ! Le petit pays d'Afrique de l'Est décroche la palme du pays le plus réformateur de la planète (voir encadré). C'est la première fois qu'un pays du continent atteint un tel sommet. Année faste aussi pour l'Égypte et le Liberia, qui se glissent aux deux dernières places du « top ten mon-

Plus de 60 % des pays africains ont continué à améliorer leur climat des affaires.

dial ». Si le rang du Rwanda récompense la détermination du pays à donner un visage attrayant à son économie, le pays n'est pas le seul à chambouler l'ordre économique mondial. La Suisse détrône les États-Unis dans le classement annuel sur la compétitivité des pays établi par le Forum économique mondial (voir « La semaine d'Ecofinance », pp. 78-79).

Les pays qui connaissent la plus forte progression dans le palmarès de la BM partagent des points communs. À l'image du Rwanda, ils développent une vision globale à long terme. Ce dernier a pour ambition de devenir un carrefour technologique dans la région. Une stratégie qui a l'appui du sommet de l'État. Elle s'exécute à travers un comité de réformes réglementaires et implique toutes les agences, publiques ou privées. Plus de 20 pays dans le monde, dont le Burkina Faso et le Liberia, ont créé des comités de réformes rattachés directement au sommet de l'exécutif. Enfin, le dispositif doit être proactif (informatisation, services en ligne...) et poursuivre des objectifs réalistes et concrets. « Cela fait trois ans que le Burkina Faso fait partie des pays les plus réformateurs. Nous ne nous laissons pas griser et nous allons mettre l'accent sur nos points faibles: le commerce transfrontalier, la protection des investisseurs et l'accès au foncier avec un guichet unique », détaille Mama-

3 QUESTIONS À...

CAMILLE SARI

Consultant en commerce international et finance



VINCENT FOURNIER/J.A.

1 JEUNE AFRIQUE: L'Algérie est 136^e et perd deux places dans le classement « Doing Business ». Êtes-vous surpris ?

CAMILLE SARI: Absolument pas. L'environnement des affaires ne s'est pas amélioré. Ce n'est donc pas étonnant si le pays recule. Prenons l'exemple des mesures qui viennent d'être adoptées pour limiter l'accès au crédit. On peut comprendre la volonté de l'État de vouloir freiner ainsi l'envoie des importations, qui alimente cette sorte d'orgie de consommation. Mais lorsqu'un problème de cette nature survient, les autorités sont prises de court et réagissent toujours à chaud et sans concertation sur les événements, car elles ne disposent pas d'outils d'anticipation et d'analyse comme au Maroc, avec le commissariat au Plan.

2 La relation entre l'Algérie et les investisseurs étrangers n'est pas au beau fixe. Pourquoi ?

Ce n'est pas parce que des investisseurs arabes sont venus en injectant 1 milliard de dollars et ont rapatrié 10 milliards de bénéfices dans leur pays que l'État algérien doit réagir, là encore, par un coup de sang et décider brutalement de fermer la porte aux investisseurs étrangers qu'il avait tout fait pour attirer. On ne punit pas toute une classe parce qu'il y a un mauvais élève. Investir à l'étranger n'est pas une décision simple, il faut des garanties. On ne change pas les règles du jeu de manière arbitraire.

3 Comment améliorer l'environnement algérien des affaires ?

L'économie algérienne doit d'abord être plus compétitive. Et le pays doit créer les conditions pour accueillir des investisseurs qui produisent localement et réexportent leurs produits pour que la balance des devises du pays soit positive. Il faudrait aussi créer des zones industrielles pour régler le problème du foncier et favoriser les investissements. Au Maroc, des terrains sont loués à 1 euro le mètre carré. Le pays a compris que l'objectif n'est pas de gagner sur le foncier mais dans la création de richesses, de recettes et d'emplois. ■

Propos recueillis par JEAN-MICHEL MEYER

dou Sanou, le ministre du Commerce du Burkina (147^e), un pays qui a grimpé de huit places cette année.

Mais si l'Afrique n'a pas à rougir de l'édition 2010 du rapport « Doing Business », il persiste un monde entre le premier pays africain – Maurice (17^e), en progression de sept places – et le Tchad, le Congo, la Guinée-Bissau, la RD Congo et la Centrafrique, scotchés aux cinq dernières places. De plus, le Sénégal (157^e), le Gabon (158^e), la Côte d'Ivoire (168^e), le Cameroun (171^e) et l'Algérie (136^e) reculent, épinglés pour l'absence ou le peu d'importance des réformes avancées. Au Maghreb, le Maroc (128^e) et la Tunisie (69^e) gagnent deux et quatre

places, mais font pâles figures dans la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord, portée par la Jordanie (100^e) et l'Égypte (106^e). « Ce ne sont pas les pays du Maghreb qui poussent », confirme Sabine Hertveldt. L'Égypte gagne 10 places sous l'impulsion de son ministre de l'Investissement, Mahmoud Mohieldin. Pour réformer le climat des affaires, le pays a mobilisé 32 agences gouvernementales appuyées par le Parlement. Avant d'élaborer un programme soutenu de réformes, le ministre de l'Investissement a réalisé un tour du monde pour dénicher les meilleures pratiques déployées par les meilleurs élèves du classement. Le nouveau modèle africain ? ■